



Commission économique pour l'Europe**Comité de l'énergie durable****Groupe d'experts de l'énergie renouvelable****Sixième session**

Bangkok, 7 et 8 octobre 2019

**Rapport du Groupe d'experts de l'énergie renouvelable
sur sa sixième session****I. Introduction**

1. La sixième session du Groupe d'experts de l'énergie renouvelable s'est tenue les 7 et 8 octobre 2019.

II. Participation

2. Elle a rassemblé 102 experts des États membres de la Commission économique pour l'Europe (CEE) ci-après : Albanie, Allemagne, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, Fédération de Russie, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Monténégro, Ouzbékistan, République de Moldova, Serbie, Tadjikistan et Ukraine.
3. Des représentants du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale (CESAO), du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), du Partenariat PNUE-DTU et du Centre de l'efficacité énergétique de Copenhague y ont également participé. Étaient aussi représentés l'Agence internationale de l'énergie (AIE), le programme EU4Energy de l'AIE, et l'Agence internationale de l'énergie pour les énergies renouvelables (IRENA).
4. Des représentants d'organisations non gouvernementales, du secteur privé et des milieux universitaires, ainsi que des experts indépendants, ont aussi participé à la réunion.

III. Adoption de l'ordre du jour (point 1 de l'ordre du jour)

Document(s) : ECE/ENERGY/GE.7/2019/1 – Ordre du jour provisoire annoté.

5. Comme le veut le Règlement intérieur de la Commission, le premier point inscrit à l'ordre du jour provisoire était l'adoption de l'ordre du jour.
6. L'ordre du jour provisoire figurant dans le document ECE/ENERGY/GE.7/2019/1 été adopté sans modification.



IV. Élection du Bureau (point 2 de l'ordre du jour)

7. Le Groupe d'experts a élu M. Admir Softić (Bosnie-Herzégovine), M. Georgy Ermolenko (Fédération de Russie) et M. Miloš Banjac (Serbie) Vice-Présidents pour deux ans. En 2018, il avait également élu M. Nazir Ramazanov (Azerbaïdjan) Président, et M. Adrian Bylyku (Albanie), M. Andrei Miniankou (Biélorus), M^{me} Margalita Arabidze (Géorgie), M. Tibor Fisher (Allemagne), M. Felice Cappelluti (Italie), M^{me} Ainur Sospanova (Kazakhstan) et M. Kostiantyn Gura (Ukraine) Vice-Présidents pour deux ans. D'autres personnes ayant déjà siégé au Bureau par le passé ont été invitées à rejoindre ce dernier afin de renforcer ses activités.

8. Le Bureau du Groupe d'experts se compose des membres suivants : M. Nazir Ramazanov (Azerbaïdjan), Président, M. Adrian Bylyku (Albanie), M. Andrei Miniankou (Biélorus), M. Admir Softić (Bosnie-Herzégovine), M^{me} Margalita Arabidze (Géorgie), M. Tibor Fischer (Allemagne), M. Felice Cappelluti (Italie), M^{me} Ainur Sospanova (Kazakhstan), M. Georgy Ermolenko (Fédération de Russie), M. Miloš Banjac (Serbie), M. Kostiantyn Gura (Ukraine), M. Paolo Frankl (AIE), M. Gurbuz Gonul (IRENA), M^{me} Rana Adib (REN21) et M^{me} Michela Morese (FAO), Vice-Présidents.

V. Plans d'action nationaux en matière d'énergie durable – des engagements à l'action (atelier) (point 3 de l'ordre du jour)

Document(s) : ECE/ENERGY/GE.6/2019/3-ECE/ENERGY/GE.7/2019/3.

9. Les représentants ont pris part à un atelier sur le thème « Plans d'action nationaux en matière d'énergie durable – des engagements à l'action ». Cet atelier, qui a réuni le Groupe d'experts de l'énergie durable et le Groupe d'experts de l'efficacité énergétique, était organisé en partenariat avec la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), laquelle participe à la mise en œuvre du projet « Énergie durable pour tous (SE4All) en Europe orientale, dans le Caucase et en Asie centrale », financé par le Compte des Nations Unies pour le développement.

10. Ledit projet vise à renforcer les capacités des pays bénéficiaires (Azerbaïdjan, Biélorus, Géorgie, Kazakhstan et Kirghizistan) à élaborer des plans d'action nationaux pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD) relatifs à l'énergie. Dans le cadre de ce projet, les lacunes existantes en matière de collecte de données ont été évaluées par le biais de rapports nationaux incluant un examen de base des données sur l'énergie durable dans chaque pays bénéficiaire. Des études de cas nationales ont été réalisées, et leurs résultats analysés dans un rapport de synthèse. Ce dernier, qui traite en outre des politiques et des pratiques actuelles en matière d'énergie durable, s'intéresse en particulier aux cadres réglementaires et institutionnels en place et attire l'attention sur les lacunes et autres difficultés auxquelles se heurtent les pouvoirs publics dans la mise en œuvre de ces politiques.

11. Les représentants des pays concernés par le projet ont procédé à un échange de données d'expérience et de bonnes pratiques relatives à l'élaboration d'un projet de plan d'action national en matière d'énergie durable et ont débattu des recommandations susceptibles d'aider les décideurs à réformer et ajuster les politiques devant permettre d'atteindre les cibles de l'ODD 7 et d'instaurer un climat favorable aux investissements dans l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique.

12. Le Groupe d'experts :

13. A pris note avec satisfaction des principaux résultats de la mise en œuvre, par la CEE (institution chef de file), la CESAP et les pays bénéficiaires du projet (Azerbaïdjan, Biélorus, Géorgie, Kazakhstan et Kirghizistan) du projet financé par le Compte des Nations Unies pour le développement, intitulé « Énergie durable pour tous (SE4All) en Europe orientale, dans le Caucase et en Asie centrale » ;

14. A pris note du potentiel qu'offrent les plans d'action nationaux en matière d'énergie durable dans la réalisation des objectifs et cibles de développement durable liés à l'énergie (l'ODD 7 entre autres) par les pays qui élaborent, adoptent et appliquent des plans d'action nationaux, et a encouragé les autres États membres de la CEE à envisager d'élaborer, d'adopter et d'appliquer à leur tour de tels plans d'action ;

15. A encouragé l'Azerbaïdjan, le Bélarus, la Géorgie, le Kazakhstan et le Kirghizistan à adopter leurs projets de plans d'action nationaux (avec les modifications appropriées) et à commencer leur mise en œuvre ;

16. A demandé que le Groupe d'experts de l'énergie renouvelable aide les pays intéressés à élaborer, adopter et mettre en œuvre des plans d'action nationaux dans son domaine de compétence et en fonction des ressources disponibles ;

17. A demandé que le secrétariat de la CEE aide l'Azerbaïdjan, le Bélarus, la Géorgie, le Kazakhstan et le Kirghizistan à mettre en œuvre les plans d'action nationaux après leur adoption, en coordination avec d'autres organisations internationales et d'autres partenaires, en fonction des ressources disponibles.

VI. Suivi des progrès accomplis et échange de données d'expérience sur les moyens d'accroître l'utilisation des énergies renouvelables (point 4 de l'ordre du jour)

Document(s) : ECE/ENERGY/GE.7/2018/3 – Perspectives pour l'énergie renouvelable dans la région de la CEE.

ECE/ENERGY/2019/1 – Moyens de promouvoir l'énergie durable : Rapport de situation.

18. Les représentants ont échangé des données d'expérience et des bonnes pratiques concernant la fourniture d'une énergie renouvelable tout à la fois abordable, fiable, durable et propre, et ont examiné les principales conclusions et incidences pour le Groupe d'experts et la région de la CEE. Accroître l'utilisation des énergies renouvelables au niveau que requièrent le développement mondial et la lutte contre les changements climatiques demeure un défi majeur pour le monde entier, et la région de la CEE ne fait pas exception. Les pays du Caucase, d'Asie centrale, d'Europe et d'Amérique du Nord sont certes unis dans leur objectif d'accélérer l'élaboration et l'exécution de projets de production d'énergies renouvelables dans la région, mais l'état de développement des marchés et les progrès dans ce domaine ne sont pas homogènes.

19. Les efforts, dont ont témoigné des représentants, à l'effet d'inciter d'autres régions du monde à recourir davantage aux énergies renouvelables ont révélé des similitudes non seulement sur le plan du développement de nouveaux marchés et de l'expansion des marchés matures existants, mais aussi quant aux manques à combler, aux problèmes rencontrés et aux possibilités offertes en la matière. Même si plusieurs programmes de promotion sont déjà en place dans toute la région, l'essor des énergies renouvelables dépendra en fin de compte de l'accès au marché et de la mise en œuvre effective des programmes en question.

20. L'Agence internationale de l'énergie (AIE), l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) et le Réseau d'action pour les énergies renouvelables pour le XXI^e siècle (REN21) ont apporté leur pierre au débat sur les progrès réalisés et les perspectives de développement des énergies renouvelables dans la région de la CEE en présentant leurs principales conclusions tirées des rapports, des informations disponibles et des données d'expériences, ainsi que leurs outils pour appuyer le processus engagé aux fins de favoriser l'essor des énergies renouvelables.

21. Lors d'une session organisée conjointement avec REN21, les représentants ont discuté du présent et de l'avenir des énergies renouvelables et débattu de la manière dont l'énergie solaire photovoltaïque, l'énergie hydraulique, l'énergie éolienne en mer et sur la terre ferme, ainsi que la biomasse peuvent collectivement contribuer à étoffer le bouquet énergétique de la région. Il se sont entretenus de la façon dont les politiques énergétiques

cherchent des moyens d'intégrer davantage les énergies renouvelables dans un marché qui évolue, à mesure que progresse le secteur des énergies renouvelables. Des questions pertinentes, telles que les synergies et les interactions entre l'énergie et l'eau, ainsi que le rôle des villes, ont également été débattues.

22. Le Groupe d'experts :

23. A pris note du document ECE/ENERGY/GE.7/2018/3 – Perspectives pour les énergies renouvelables dans la région de la CEE, et s'est félicité des travaux entrepris par l'Agence allemande de l'énergie Dena pour soutenir le développement du marché des énergies renouvelables dans les pays de la CEE en faisant ressortir les facteurs qui font obstacle à leur adoption et en plaçant pour un dialogue multipartite ;

24. A remercié le Gouvernement allemand, notamment le Ministère fédéral allemand de l'économie et de l'énergie (BMWi), pour le soutien qu'il apporte au suivi des progrès et à l'échange des meilleures pratiques et expériences dans la région de la CEE pour surmonter les obstacles avec la collaboration de Dena, et aussi pour la nouvelle édition du Rapport de la CEE sur les énergies renouvelables avec REN21, l'AIE et d'autres partenaires clés ;

25. S'est félicité de la mise en œuvre de la dernière phase et des résultats d'ensemble du projet « Moyens de promouvoir l'énergie durable », menés sous la supervision du Comité de l'énergie durable, et est convenu d'appuyer la poursuite du développement et le suivi de manière à faciliter le dialogue entre États membres sur les moyens de promotion possibles, compte tenu du rôle que les énergies renouvelables peuvent jouer dans un futur système énergétique ;

26. A fait part de son intention de participer, dans la limite de ses compétences, aux travaux conjoints avec d'autres organes subsidiaires sur la transition du secteur de l'énergie, conformément aux résultats du projet de la CEE « Moyens de promouvoir l'énergie durable », afin d'aider les États membres à assumer leurs obligations découlant des accords internationaux.

VII. Débats de fond et possibilités de soutenir les investissements dans l'énergie renouvelable (point 5 de l'ordre du jour)

Document(s) : ECE/ENERGY/GE.7/2019/4 – Débats de fond dans les pays de la CEE sur les moyens d'accroître l'utilisation de l'énergie renouvelable.

27. Les représentants ont échangé des données, des informations et des données d'expérience propres aux États membres de la CEE en vue d'atteindre des objectifs quantitatifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'appuyer le Programme de développement durable à l'horizon 2030 par des mesures politiques concrètes. Toutefois, de nombreux pays sont à la traîne pour ce qui est d'atteindre certaines cibles dans les délais convenus, notamment en ce qui concerne les énergies renouvelables. Ainsi, bien qu'il existe des programmes et des mesures d'appui qui visent à promouvoir les énergies renouvelables, bon nombre de pays de la région ont le plus grand mal à attirer les investisseurs.

28. Le Groupe d'experts a prêté une attention particulière aux problèmes de fond et privilégié les débats sur les moyens à mettre en place pour surmonter les obstacles à l'adoption des énergies renouvelables dans la région et pour stimuler les investissements dans ce secteur. Par ces « débats de fond », il entend donc faciliter un échange multipartite ouvert entre les décideurs, les responsables gouvernementaux, les concepteurs de projets, les investisseurs et les fournisseurs de technologies, afin d'encourager le dialogue entre le secteur public et le secteur privé et de trouver des solutions pour instaurer un climat plus propice à l'investissement dans le secteur des énergies renouvelables et multiplier les possibilités de coopération. Entre 2016 et 2019, une série de débats de fond sur les énergies renouvelables a eu lieu en Azerbaïdjan, en Bosnie-Herzégovine, en Géorgie, au Kazakhstan, en Serbie et en Ukraine ; il est prévu d'en organiser d'autres dans d'autres pays.

29. Les représentants ont été invités à analyser la corrélation entre l'action des pouvoirs publics et les conditions du marché dans le cadre des initiatives prises pour augmenter les investissements dans les énergies renouvelables, et à faire part des bons résultats obtenus à

la suite des débats de fond de la CEE (voir <https://www.unece.org/energy/welcome/areas-of-work/renewable-energy/unece-ren21-hard-talks.html>). Dans ce contexte, ils ont aussi échangé sur les moyens mis en œuvre avec succès par leurs pays pour élaborer et appliquer des mesures visant à surmonter les obstacles politiques, juridiques, réglementaires et techniques et à tirer parti du potentiel inexploité des énergies renouvelables.

30. Une séance spéciale a été organisée conjointement par la CEE et l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) sur les moyens de promouvoir les investissements dans les énergies renouvelables par des mises au enchères et des synergies intersectorielles. Les représentants ont souligné comment les ventes par adjudication contribuaient à obtenir des prix compétitifs pour l'énergie renouvelable sur les marchés mondiaux, à améliorer l'achèvement des projets et à atteindre les objectifs socioéconomiques nécessaires à une transition énergétique juste et inclusive et au soutien en faveur du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

31. Le Groupe d'experts :

32. S'est félicité du concours apporté aux États membres par ce que l'on a appelé les « débats de fond sur les énergies renouvelables », s'agissant de la résolution des problèmes et de la détermination des mesures prioritaires dans l'optique d'une plus large utilisation des énergies renouvelables, et a demandé que soient poursuivis les travaux et les analyses pour mieux comprendre les caractéristiques et la disponibilité des ressources dans le domaine des énergies renouvelables, tout en augmentant les investissements dans les infrastructures de base ;

33. A demandé au secrétariat d'organiser, pour les pays qui en feraient la demande et en fonction des fonds disponibles, d'autres débats de fond destinés à renforcer le dialogue entre les gouvernements et les entreprises, à renforcer les cadres politiques, institutionnels, normatifs et réglementaires et, grâce à cela, à accroître sensiblement le déploiement de l'énergie renouvelable ;

34. A invité le secrétariat à étudier plus avant la mise en place d'un programme-cadre portant sur l'apport, à moyen terme, d'un appui intégré aux pays de la CEE, en particulier en Europe du Sud-Est, en Europe orientale, en Asie centrale et dans le Caucase ;

35. A pris note des constatations et conclusions des « débats de fond sur les énergies renouvelables » qui se sont succédé en Azerbaïdjan, en Bosnie-Herzégovine, en Géorgie, au Kazakhstan, en Serbie et en Ukraine entre 2016 et 2019.

VIII. Coopération transversale et intersectorielle pour intégrer les énergies renouvelables dans les systèmes énergétiques (point 6 de l'ordre du jour)

Document(s) : ECE/ENERGY/GE.7/2019/5-ECE/MP.WAT/WG.1/2019/5.
Investissements et développement durables dans les énergies renouvelables : prise en compte des ressources en eau et de l'environnement selon une approche fondée sur les interactions.

36. Les représentants se sont penchés sur la raison pour laquelle l'objectif de l'augmentation de la part des énergies renouvelables dans les futurs systèmes énergétiques des pays de la CEE passait nécessairement par l'adoption d'une approche intégrée et par un dialogue multipartite. Il s'agissait notamment de faire mieux comprendre les caractéristiques et la disponibilité des sources d'énergie renouvelables, et de renforcer les cadres politiques, institutionnels, normatifs et réglementaires.

37. Les représentants ont partagé leurs données d'expérience et leurs vues sur le moyen de mieux intégrer les énergies renouvelables dans les systèmes énergétiques. À cet égard, l'importance de se projeter dans une approche intégrée et globale du déploiement des énergies renouvelables et de débattre de la mise en œuvre d'éventuelles activités intersectorielles conjointes a été soulignée. Les participants ont ainsi entrepris un examen de l'élaboration de futurs projets et se sont interrogés sur le moyen de tirer parti des débats de fond consacrés aux énergies renouvelables et d'autres débats ayant eu lieu dans les pays

riverains du bassin de la Drina (Bosnie-Herzégovine, Monténégro et Serbie), essentiellement dans l'optique des interactions entre l'eau et l'énergie. Plus particulièrement, ils ont examiné les solutions aux obstacles rencontrés par les pays, ainsi que les interactions entre les énergies renouvelables et les ressources en eau, les terres et l'environnement, y compris les possibilités de créer des synergies intersectorielles et d'établir une première liste récapitulative pour l'élaboration de propositions de projets relatifs aux énergies renouvelables sous l'angle de la protection de l'environnement et des interactions en la matière.

38. Ils ont fait valoir le rôle important qu'ont à jouer les énergies renouvelables dans l'amélioration de la gestion des ressources dans le contexte des interactions entre l'eau, l'énergie, l'alimentation et les écosystèmes. C'est plus spécialement le rôle de l'énergie renouvelable dans la promotion d'une approche fondée sur ces interactions qui a mobilisé l'attention, de même que les liens avec le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et les retombées à en attendre en termes d'atténuation des effets des changements climatiques.

39. Le Groupe d'experts :

40. A reconnu la contribution apportée par les activités tendant vers une meilleure intégration des énergies renouvelables dans les systèmes énergétiques, qu'il s'agisse de celles qui ont été réalisées ou de celles qui se poursuivent, le fait étant qu'elles abordent de manière intégrée et transversale les interactions avec les combustibles fossiles, en particulier le gaz naturel ;

41. S'est félicité de la coopération avec d'autres activités sectorielles de la CEE dans l'optique d'une meilleure gestion des ressources, s'agissant notamment de l'augmentation, dans une mesure viable, de la part des énergies renouvelables, eu égard aux opportunités intersectorielles et à leurs effets dans le contexte des interactions entre l'eau, l'énergie, l'alimentation et les écosystèmes. Il a exprimé le souhait de voir l'énergie renouvelable jouer un plus grand rôle dans la promotion de l'approche axée sur les interactions, et aussi celui d'un renforcement des liens avec le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et les retombées que l'on en attend en termes d'atténuation des effets des changements climatiques. À cet effet, il s'est dit favorable à la poursuite de la coopération avec l'Équipe spéciale sur les interactions entre l'eau, l'alimentation, l'énergie et les écosystèmes dans le cadre de la Convention sur l'eau en vue d'élaborer et de publier un document de référence sur la mise à profit des synergies intersectorielles et des considérations relatives au développement des énergies renouvelables – un futur outil pour les décideurs – et de promouvoir son essai et son application (en fonction des ressources disponibles), en s'appuyant sur l'expérience acquise dans le bassin de la Drina et sur les débats de fond ;

42. A remercié les représentants de lui avoir fait part de leurs expériences et de leurs vues sur la manière de mieux intégrer les énergies renouvelables dans les systèmes énergétiques, en particulier quant aux liens et aux synergies entre les sources d'énergie renouvelable et le gaz naturel d'une part, et à la production moins polluante d'électricité d'autre part.

IX. Plan de travail du Groupe d'experts de l'énergie renouvelable pour 2020-2021 (point 7 de l'ordre du jour)

Document(s) : ECE/ENERGY/2019/9 – Plan de travail du Groupe d'experts de l'énergie renouvelable pour la période 2020-2021.

43. Après l'élaboration par le Bureau du Groupe d'experts d'un projet de plan de travail pour la période 2020-2021, ensuite examiné et approuvé par le Groupe d'experts au moyen de la procédure écrite, et forts du renouvellement du mandat et de l'approbation du plan de travail par le Comité de l'énergie durable, les représentants ont débattu des étapes suivantes en vue de la mise en œuvre des activités prévues et du moyen de renforcer le rôle du Groupe d'experts pour accélérer et approfondir la transition vers des systèmes énergétiques durables.

44. Le Groupe d'experts :

45. A pris note avec satisfaction des activités concrètes mises en œuvre par le Groupe d'experts de l'énergie renouvelable depuis la fin de 2014 pour promouvoir dans une mesure significative l'utilisation de l'énergie renouvelable dans la région ;

46. A noté qu'il avait mené à bien les activités concrètes prévues dans son mandat et son plan de travail pour 2017-2019 et a rendu compte de ses réalisations et des étapes clefs de ses travaux à la vingt-huitième session du Comité de l'énergie durable.

47. A prié le secrétariat de travailler à la mise en œuvre du plan de travail 2020-2021 tel qu'approuvé à la vingt-huitième session du Comité de l'énergie durable dans le cadre d'un mandat renouvelé et d'étudier les voies et moyens de financement possibles par des donateurs potentiels et des organisations partenaires pour des projets spécifiques, notamment pour la certification et les normes de durabilité relatives aux biocarburants solides et/ou les normes techniques pour alimenter le réseau de distribution du gaz en hydrogène et en bioénergie.

X. Questions diverses (point 8 de l'ordre du jour)

48. Le Groupe d'experts a remercié la CESAP et le Gouvernement royal thaïlandais d'avoir accueilli la sixième session du Groupe d'experts de l'efficacité énergétique au Centre de conférences des Nations Unies à Bangkok.

XI. Dates de la prochaine session (point 9 de l'ordre du jour)

49. La septième session du Groupe d'experts de l'énergie renouvelable devrait se tenir à Genève les 24 et 25 septembre 2020. Le Groupe d'experts a redit ce qu'il avait déjà proposé lors de précédentes sessions, à savoir que ses réunions pouvaient se tenir ailleurs qu'à Genève.

XII. Rapport de la session (point 10 de l'ordre du jour)

50. Le rapport de la réunion a été adopté, y compris les conclusions et recommandations, sous réserve des modifications rédactionnelles et de mise en page nécessaires.
